

Russie – Union européenne quel avenir ?

Bruno Drweski (IDRP – janvier 2015)

Les tensions qui sont apparues au cours de l'année 2014 entre la Russie et la plupart des pays de l'Union européenne (même si certains de ses membres comme la Hongrie ou la Slovaquie traînent les pieds et que l'Allemagne semble particulièrement divisée sur cette question, aussi bien au sein du camp gouvernemental que dans les classes possédantes comme dans les classes populaires) sont la conséquence de la crise ukrainienne qui fut d'abord une crise entre l'OTAN, donc avant tout les USA, et la Russie. L'Union européenne jouant un rôle secondaire, ce qu'on a pu observer avec le changement brutal de pouvoir à Kiev en février 2014, quelques heures seulement après la médiation en apparence réussie entre les diverses factions ukrainiennes, la Russie, l'Allemagne, la France et la Pologne. Crise qui aurait donc été largement provoquée, selon les dires de certains stratèges de Washington eux-mêmes¹, par la fermeté manifestée par la Russie et son allié chinois dans la défense de l'Etat syrien attaqué lors du printemps arabe par des « révolutionnaires » aujourd'hui plus souvent appelés « takfiristes » (excommunicateurs), si l'on penche du côté de Damas et Téhéran, ou « islamistes » si l'on penche du côté des deux Bruxelles (OTAN et UE) et des promoteurs de l'idée d'un « clash de civilisations ».

Dans ce contexte, l'évolution des rapports entre les Européens (de l'Ouest et du Centre) et la Russie dépend d'une part de l'évolution de la situation générale, et d'autre part des rapports de force existant au sein de chaque puissance de l'UE entre défenseurs d'une alliance transatlantique, qui doit devenir à la fois militaire et économique (Voir le projet de traité transatlantique TAFTA), et partisans d'un rapprochement économique et politique avec les pays de la masse continentale d'Eurasie et d'Asie, ainsi que des pays méditerranéens. C'est-à-dire partisans aussi de desserrer les liens avec la puissance d'outre-Atlantique. Il s'agit également d'un pari à faire entre ceux qui sont convaincus de l'émergence progressive et inéluctable des puissances du BRICS, de leurs associés de l'ALBA/UNASUR et de l'Iran et ceux qui sont attachés à l'idée que la puissance nord-américaine peut au moins freiner durablement son déclin, jugé par ailleurs inéluctable.

Logique de guerre ?

Les déclarations qui se sont succédées tout au long de l'année écoulée depuis le coup de force de février 2014 à Kiev, tant de la part des dirigeants des Etats-Unis que de leurs alliés les plus proches et des nouveaux dirigeants ukrainiens ne laissent aucun doute sur le fait que, après avoir essuyé des échecs dans leur politique visant l'Etat syrien et ses alliés directs, il y a poursuite d'une logique de guerre ou au moins de confrontation systématique avec Moscou. Une logique de guerre qui vise autant la Russie que la Chine et leurs alliés. Guerre diplomatique bien sûr, tensions militaires sur tout le pourtour de l'Eurasie, guerre économique également, en particulier avec les politiques de sanction et l'actuelle baisse du cours du pétrole, et même si des facteurs strictement économiques comme la baisse de la demande mondiale en période de récession sont aussi à prendre en considération. Mais, même la tentative de lancement en Amérique du Nord de l'exploitation des gaz de schiste peut être considérée comme une mesure de guerre économique contre les Etats qui, comme la Russie mais aussi le Venezuela, l'Iran, l'Algérie, font preuve d'une indépendance affirmée et vivent encore largement de leurs exportations d'énergie².

1 Voir : < http://www.dedefensa.org/forum-la_v_rit_toute_nue_venue_de_stratfor_22_12_2014.html > consulté le 26/01/2015

2 Mais il ne faut pas négliger non plus le fait que la baisse des cours du pétrole soit une bonne chose pour la Chine, grosse importatrice d'hydrocarbures mais dont les intérêts stratégiques sont de renforcer l'indépendance des pays qui lui sont alliés, comme la Russie, ce qui explique pourquoi il semble que Beijing se soit déjà engagée à reverser

Le Kremlin a répondu à ces pressions dans la durée, en renforçant son partenariat stratégique et économique avec la Chine et les pays asiatiques, en maintenant son engagement au Moyen-Orient, en renforçant ses liens avec l'Amérique latine, et, *last but not least*, en négociant tout dernièrement un rapprochement économique assez spectaculaire avec la Turquie ayant abouti à mettre un terme au projet Southstream remplacé par le Turkstream. Rapprochement à propos duquel il faut désormais poser la question s'il ne débouchera pas à terme sur des tensions grandissantes entre Ankara et ses partenaires de l'OTAN contrebalancé par un rapprochement avec l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), malgré la position turque sur la crise syrienne qui devra, dans ce cas, être dépassée par des négociations et un compromis acceptable par tous.

Dans ce contexte, les puissances européennes, avant tout l'Allemagne mais aussi la France et la Grande-Bretagne, devront se positionner entre leurs intérêts énergétiques mais aussi industriels qui poussent leurs entreprises à rechercher le développement de partenariats le long de tout ce qu'on commence à appeler « la nouvelle route de la soie » reliant la Chine, via la Russie ou via l'Iran et la Turquie à l'Europe et à l'Orient arabe.

L'action de la Russie depuis plus d'un an a fait de ce pays une puissance incontestablement (ré)-émergente sur le terrain politique international, même s'il faut poser la question de savoir si c'est Moscou qui mène la danse ou, plus discrètement, Beijing pour qui son partenaire du Nord pourrait apparaître tantôt comme son glaive, tantôt comme son bouclier. En tout cas, pour le Kremlin, l'appui chinois lui a permis de revenir sur le devant de la scène mondiale et de guérir les humiliations occasionnées par les décisions des derniers leaders soviétiques de procéder à des replis successifs de leur puissance d'antan sans avoir exigé auparavant aucune garantie réelle en contrepartie, comme par exemple la dissolution de l'OTAN simultanément avec celle du Pacte de Varsovie.

Car, c'est la Chine qui vient d'atteindre le statut de première puissance économique mondiale face aux Etats-Unis, qui continuent toutefois de bénéficier de leur position de *leader* des trois puissances nucléaires nord-atlantiques (Etats-Unis, Royaume-Uni et France), de la plus puissante alliance militaire de la planète (USA + OTAN + Israël + Australie + Japon, Corée du Sud et Taïwan) et du plus important bloc économique du monde (Etats-Unis + Union Européenne), si tant est que l'on puisse continuer à parler de bloc dans la mesure où le mécontentement de certains partenaires, en premier lieu l'Allemagne, semble devenir récurrent. Dans ce contexte, la place de la Russie, pour des raisons géographiques, stratégiques, militaires et commerciales est « incontournable », y compris au sens le plus littéral du terme.

La force tranquille de Poutine

Si l'on compare les déclarations tonitruantes et les gesticulations, parfois verbales, parfois militaires des représentants occidentaux au cours de l'année écoulée avec les réactions du locataire du Kremlin, on constate que celui-ci prépare à chaque fois ses coups avec un calme olympien qui étonne tous ceux qui voient les Russes avec les clichés qui ont été fabriqués à l'occasion de la guerre froide. Il faut commencer d'ailleurs aussi par « dépersonnaliser » quelque peu la direction russe car, aussi important qu'il soit, le rôle de Poutine ne doit pas cacher le fait qu'il s'est formé au Kremlin une véritable équipe d'hommes d'Etat (Lavrov, Glazyev, Choïgou, etc.) secondés par une multitude de chercheurs et d'analystes qui sont le produit de ce que l'école soviétique a produit de meilleur. Il semble en tout cas évident que la Russie sait désormais manier le droit international à son avantage et en faire un élément de légitimité internationale auprès de la masse des Etats du tiers monde qui souhaitent un rééquilibrage des relations dans le monde, et que, en même temps, ce pays a su se présenter, depuis la crise libyenne en particulier, comme une force tranquille aspirant à un

indirectement à ses alliés une partie de ce qu'elle gagne grâce à la baisse des cours du pétrole ...Pendant que l'exploitation des gaz de schistes aux Etats-Unis en revanche devient trop coûteuse suite à la baisse des cours du pétrole pour être poursuivie. Un jeu complexe donc, dont le gagnant en finale pourrait ne pas être celui prévu au départ.

équilibre pacifique, ce que même la reconnaissance de sa part des deux républiques sécessionnistes ex-géorgiennes (Abkhazie, Ossétie du Sud) par Moscou et la ré-annexion par la Russie de la Crimée n'ont pas vraiment entaché, au sud de la planète tout au moins. Tout cela en apparaissant également comme le garant de la lutte anti-terroriste, que ce soit en Afghanistan ou contre Daech (« Etat islamique »), alors même que l'appui russe dans ce cas va en direction des puissances occidentales avec lesquelles le Kremlin est désormais simultanément en état de conflit. Image donc de jeu habile, de sagesse, de recul et de distanciation. Même si certains peuvent considérer qu'il s'agit là d'une simple posture pouvant camoufler des ambitions moins respectables. En tout cas, s'il s'agit d'une posture, elle est habilement servie.

Poutine, comme Assad, semblent avoir pour attitude de dénoncer le caractère unilatéral des bombardements occidentaux visant en principe Daech et effectués sans coopération avec les autorités de Damas pour leur préférer une résolution de l'ONU. En observant simultanément comment Washington et plus encore l'UE ne sont pas en état de maîtriser la situation en Irak, voire même en Turquie pourtant toujours membre de l'OTAN et abritant des bases de l'armée US. Les Russes ne peuvent que constater que les rodomontades occidentales sur l'opposition syrienne modérée n'ont fait que camoufler le développement, avec souvent l'appui du même Occident, des forces takfiristes jugées au départ par le ministre français des affaires étrangères Fabius comme « faisant du bon boulot »³. Contradictions servies donc par ses adversaires eux-mêmes à Poutine, les Russes n'ayant eu qu'à attendre pour que leurs adversaires se ridiculisent, tout en jouant avec un feu qui se rapproche par ailleurs dangereusement du Caucase et de l'Asie centrale. Car les Russes, et en particulier les dirigeants des républiques autonomes musulmanes de Russie, dans la Caucase et sur les bords de la Volga, comme les Chinois au Xinjiang, s'inquiètent de la menace que le terrorisme takfiri fait peser sur eux.

De la Syrie à l'Ukraine

Si Moscou a toutefois refusé de céder à la pression des Occidentaux, en particulier celle des Etats-Unis et de la France en Syrie au moment où, pendant les jeux olympiques de Sotchi, éclatait la crise ukrainienne, il n'en reste pas moins qu'elle est particulièrement visée et fragilisée par cette dernière crise. Une crise qui coûte cher à la Russie en terme de réfugiés et de sanctions économiques occidentales mais qui démontre néanmoins à mesure que le temps s'écoule que rien ne pourra se faire sur les bords du Dniepr et de la mer Noire, en particulier sur le plan économique, sans l'aval et la participation de Moscou. A moins d'imaginer le scénario catastrophe d'une tension grandissante devant déboucher sur une guerre généralisée, mondiale donc.

Une Ukraine économiquement et sociologiquement viable ne peut se développer et se stabiliser sans la participation des russophones et des régions russophones, et donc indirectement aussi, sans l'aval de Moscou. On peut certes imaginer une politique de terre brûlée dans le sud et l'est de l'Ukraine (la « Novorossiia ») poussant une masse de réfugiés vers la Russie dans le cadre d'une épuration ethnique de masse, mais cela ne règlera pas le problème de l'immense dette ukrainienne, des immenses besoins pour faire redémarrer une machine économique en stagnation de fait depuis 1991, de la corruption galopante et des partenariats économiques que Kiev ne peut pas s'empêcher de devoir conclure avec les Etats post-soviétiques et plus largement avec les économies émergentes d'Asie orientale et méridionale. L'insurrection des deux républiques populaires du Donbass dans ce contexte n'apparaît que comme un moyen de pression supplémentaire que Moscou peut utiliser pour faire pression sur Kiev.

3 Déclaration du Ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius faite au journal *Le Monde*, voir : < http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/12/13/syrie-pression-militaire-et-succes-diplomatique-pour-les-rebelles_1805889_3218.html >; < <http://blogs.mediapart.fr/blog/adeline-chenon-ramlat/220614/pour-fabius-les-djihadistes-font-du-bon-boulot-en-syrie> > consultés le 20/01/2015

Ce qui est remarquable dans toute cette situation, c'est que la Russie, la Chine, les BRICS et leurs alliés se constituent en fait en contrepoids mondial sans jamais se voir forcés d'envoyer des troupes trop visibles dans les régions où l'on veut éradiquer leur influence. On a l'impression que la hâte est en revanche dans le camp des Etats-Unis, l'incertitude en Europe occidentale et la patience en Russie et chez ses alliés, alors même que les sanctions économiques et la chute des cours du pétrole et du rouble devraient la faire paniquer. La côte de popularité de Poutine continue cependant à monter et l'appui diplomatique extérieur à la Russie est plutôt en augmentation⁴. Ce qui d'ailleurs éveille des réticences chez ceux des Russes qui souhaiteraient voir Moscou mener une politique plus énergique au Donbass et rompre plus nettement les liens avec le capitalisme mondialisé et financiarisé. Ce serait oublier que si Poutine est un homme d'Etat et un patriote, il n'est pas un homme de gauche mais plutôt le représentant de cette fraction de la nouvelle bourgeoisie russe qui n'imagine pas pouvoir se développer sans un fort appui de l'Etat-nation mais aussi sans avoir à recourir aux recettes d'un libéralisme économique tout au plus légèrement sous contrôle. Donc, la question du progrès social n'est pas à l'ordre du jour en ce moment en Russie et pour ceux qui comparent souvent Poutine à de Gaulle voire parfois à Staline, on doit rappeler que, si la comparaison en terme de souveraineté nationale tient la route, en politique intérieure, c'est de Gaulle ou bien sûr Staline qui avaient la fibre la plus sociale des trois personnages. L'esprit de la contre-révolution anticommuniste qui a balayé la Russie à partir de la fin de la perestroïka est toujours à l'oeuvre, au niveau des élites politiques tout au moins.

Si les nerfs lâchent quelque part en Russie, c'est au sein des milieux libéraux pro-occidentaux d'une part qui semblent se réduire comme une peau de chagrin (le « blogueur » Alexeï Navalny en particulier est très déconsidéré depuis qu'il est apparu qu'il touchait des fonds venant des Etats-Unis⁵) alors que les milieux ultra-nationalistes (Douguine, Limonov, etc.) obnubilés par la puissance de feu et la puissance économique des adversaires de Moscou tonnent malgré cela contre le Kremlin qui devrait selon eux lancer une intervention et une réaction militaire vigoureuse au moins au Donbass.

Le sens de l'histoire ?

Pour le moment, nous pouvons estimer que la Russie se trouve confrontée à une nouvelle situation de guerre froide, même si l'évolution des conceptions en Occident depuis la fin du bloc soviétique semble indiquer une propension des Etats-Unis à ne plus vouloir accepter le retour d'une nouvelle bipolarité, encore moins une multipolarité, ce qui accroît les risques de guerre chaude par rapport à la période précédente. Le problème des Etats-Unis étant qu'ils semblent vouloir pour le moment refouler la puissance russe en se battant contre les intérêts évidents d'une Union européenne en crise qui a besoin des potentialités situées dans la masse continentale de l'Eurasie et qui ne peut supporter le coût d'une Ukraine n'ayant pas les moyens de se reconstruire, encore moins de gagner ne serait-ce que le conflit du Donbass en s'appuyant sur les maigres forces qu'elle a encore. L'UE a donc un besoin urgent de paix et l'Ukraine de reconstruction, ce qui passe logiquement par une coopération avec la Russie. Ce contre quoi Washington bataille auprès des chancelleries européennes avec un certain succès pour le moment. La force, même virtuelle, du dollar et des liens officiels et officieux établis au cours de la guerre froide ne disparaissent pas automatiquement.

Au départ, on peut penser que les néoconservateurs américains, symbolisés par les bruyantes directives données par Mme Nuland lors de ses passages à Kiev, estimaient qu'un coup de force à Kiev contre Ianoukovitch suffirait à faire basculer l'Ukraine dans le camp de l'OTAN, démontrant ainsi l'incapacité de Moscou à reprendre sa place de grande puissance reconstruite.

4 Voir : < <http://free.niooz.fr/russie-record-de-la-cote-de-popularite-de-poutine-depuis-six-ans-sondage-1045485.shtml> > consulté le 26/01/2015 alors que les médias occidentaux ont tendance à ne plus publier de statistiques sur ce sujet depuis l'été 2014.

5 Stephen Lendman, [Putin Wins], *International*, March 6th, 2012 : « [lawyer Alexei] Navalny has NED ties. His LiveJournal blog admits receiving funding. ». Consulté le 26/01/2015

Mais la réaction russe a été immédiate et a permis à ce pays de reprendre pied en Crimée, ce qui lui a ouvert la possibilité de contrôler de fait toute la rive nord de la mer Noire face aux autres riverains membres de l'OTAN.

La tension provoquée en Ukraine par les manœuvres tonitruantes de l'extrême droite ukrainienne immédiatement après le coup de force de février 2014 ne pouvait pas ne pas provoquer de réactions de la part des habitants du Sud et de l'Est de l'Ukraine. On peut donc supposer que ces tensions étaient voulues par les organisateurs du coup de force pour provoquer la rébellion des régions russophones. Tension qui aurait pu déboucher sur une guerre civile généralisée dans laquelle la Russie aurait pu être amenée à s'engager directement. Or, on a plutôt l'impression que la Russie a cherché à limiter les zones de combat en Ukraine tout en voyant d'un œil pas forcément défavorable le maintien dans l'orbite de Kiev de certaines régions russophones où le contrôle des populations lui serait malaisé. Ces foyers de tension potentielle sont d'autant plus dangereux pour le nouveau pouvoir que les mesures économiques et sociales imposées à Kiev par l'UE et le FMI ne peuvent que renforcer les mécontentements dans les régions qui ont tendance à se considérer comme « défaites » lors du changement de régime mais aussi dans celles qui ont cru et dans la résurgence du nationalisme ukrainien pur et dur et dans l'aide d'un Occident présenté comme un espace de cocagne omnipotent, généreux et bienveillant. La Russie a donc eu tout intérêt à limiter au maximum ses interventions en Ukraine, malgré la pression de la partie la plus nationaliste de son opinion et les demandes pressantes de nombreux secteurs de la population du Donbass en guerre. Le soutien de Moscou à ses plus fidèles alliés au Donbass a été discret et limité puisqu'on n'a toujours pas pu prouver la présence de soldats russes dans cette région⁶. Soutien qui en fait a surtout visé à éviter que les tendances communistes fortes dans ce bassin minier ne prennent le dessus au point de réaliser le rêve de beaucoup de ses habitants, le retour au pouvoir des soviets, version 1917. Ce que le dirigeant d'un pays désormais capitaliste comme la Russie ne pouvait voir d'un œil favorable.

Malgré cela, les forces de Kiev ont démontré leur incapacité à reprendre le terrain perdu tandis que, depuis quelques mois, les manifestations de mécontentement populaire se multiplient à travers toute l'Ukraine, tant dans le camp des « russophobes » que des « russophiles ». Car s'il y a une chose qui unit toujours l'ensemble des habitants de l'Ukraine, c'est leur haine des « oligarques voleurs » ...qui continuent à faire la pluie et le beau temps dans les allées du pouvoir à Kiev et dans les régions. Aujourd'hui néanmoins, ce sont les pays occidentaux qui se retrouvent avec le fardeau économique que représente l'Ukraine alors que de nombreuses entreprises ouest-européennes ont perdu, à cause des sanctions décidées à Bruxelles, les opportunités qu'elles espéraient en Russie. L'affaire du Mistral pour la France étant emblématique de cette situation mais la reconstruction des chemins de fer russes qui devait profiter à l'Allemand Siemens se fera désormais au profit de la China Railway State company qui prévoit de lancer le gigantesque projet de trains à grande vitesse devant relier la Chine et l'Asie orientale à l'Europe occidentale en passant par la Russie ...et en contournant l'Ukraine au profit du vieux partenaire biélorussien. Qui a profité de son côté de la situation pour apparaître comme une force de médiation indispensable grâce aux accords de cessez-le-feu de Minsk qui garantissent au moins une chose au Président Loukachenko. Que les Etats-Unis et leurs alliés ne peuvent plus se permettre de pousser à une « révolution colorée » dans son pays, comme ils avaient déjà tenté de le faire lors de chaque élection précédente. Car cette fois, Moscou ne pourra plus se prononcer du côté des opposants au président biélorussien comme elle l'avait plus ou moins fait lors des dernières élections à Minsk. La Biélorussie reste un épine dans le pied de tous les capitalistes, de l'Est comme de l'Ouest, car elle démontre qu'on peut connaître un progrès économique réel et une stabilité politique sans renoncer à un Etat social et relativement égalitaire et sans accepter l'émiettement politique à l'occidentale.

On peut donc affirmer que chaque fois que les Etats-Unis et leurs alliés de l'UE ont imaginé un scénario prévoyant une réaction russe, Moscou a fait le contraire de ce à quoi on s'attendait :

6 < <http://fr.ria.ru/world/20150123/203480197.html> > consulté le 26/01/2015

- On ne s'attendait pas à l'annexion de la Crimée par la Russie, ce qu'elle a fait en deux temps trois mouvements.
- On s'est en revanche attendu à une répétition de l'action réussie en Crimée au Donbass, et Moscou n'y est pas intervenu.
- On pensait que les sanctions économiques allaient voir les Russes désormais habitués au clinquant de la société de consommation exiger de Poutine qu'il baisse pavillon mais, au contraire, ce dernier s'est trouvé conforté dans ses choix par une société qui ne voulait surtout pas revivre l'humiliation nationale des années 1990 et était pour cela prête à se serrer la ceinture.
- On n'imaginait pas non plus que Moscou soit en état d'envisager des contre-sanctions visant l'Union européenne, ce qui fut fait. Au point où l'on peut se demander si « l'aventure ukrainienne » vue de Washington ne visait pas avant tout l'Europe occidentale qui penchait progressivement du côté de son hinterland eurasiatique, en particulier l'Allemagne.

Il y a, sans le dire, comme un modèle derrière l'action des dirigeants russes. La formation aux échecs et les capacités démontrées par Poutine de mettre en pratique les règles des arts martiaux, sans oublier sans doute les conseils de Chinois passés maître depuis Sun Tse dans l'art de faire la guerre sans jamais engager une bataille militaire permet de constater la cohérence des stratégies appliquées par Moscou : ne pas dévoiler ses intentions avant de pouvoir les réaliser, laisser croire à un comportement contraire à celui que l'on va adopter et finalement frapper au moment et en un lieu où l'adversaire ne s'y attend pas. La question restant à poser étant celle de savoir quand est-ce que les dirigeants russes ont pris conscience qu'ils ne seraient jamais vraiment admis dans le club des puissances occidentales comme ils l'avaient espéré après 1989. On peut en revanche penser que, et même après la crise syrienne, les Etats-Unis mais aussi les Européens de l'Ouest n'ont pas imaginé que les Russes étaient en train de changer leur vision du monde post-soviétique. Dans ce contexte, l'effet de surprise fut total, la Russie ayant appris à ses dépens avec la désagrégation de l'Union soviétique qu'il ne fallait jamais user de menaces systématiquement et jouer comme si l'on savait comment l'histoire allait être écrite d'avance. Les Russes ont assimilé les échecs rencontrés par les Soviétiques tandis que les Etats-Unis ont réussi à se convaincre, et à convaincre une grande partie des Européens, qu'ils avaient gagné la Guerre froide et que leurs recettes étaient donc les meilleures. Alors que, dans les faits, la dissolution du camp socialiste fut avant tout une décision prise de façon autonome à Moscou par des dirigeants qui n'avaient pas la clairvoyance quant à la situation du monde et de ses rapports de force réels de ceux au pouvoir au même moment à Beijing.

Un Président surprise

Contrairement à ce qu'on aurait pu s'attendre de la part d'un homme arrivé au pouvoir dans l'ombre d'Eltsine, Poutine a su former une équipe où les promoteurs de la renaissance de l'indépendance et de la puissance russe sont très présents. Il a discipliné l'oligarchie russe en cassant l'échine de quelques oligarques dont Khodorkovski, il a pacifié et reconstruit la Tchétchénie tout en empêchant le développement d'autres tendances centrifuges et il a en finale replacé la puissance russe au sein de l'espace eurasiatique hérité de l'URSS. Il a joué sur les opportunités des prix des matières premières pour reconstruire la puissance économique, scientifique, culturelle, morale et militaire de la Russie (même si celle-ci est encore beaucoup trop dépendante de ses ressources énergétiques), il a délégitimé la position des ONG financées par les puissances occidentales ce qui lui a permis ensuite de faire passer sans résistance une législation imposant le contrôle des organismes associatifs recevant des fonds étrangers. Et enfin, il a reconstruit dans tout l'ex-URSS et même au delà l'attrait pour la culture et la langue russes mais aussi pour les médias russes, y compris sur le terrain international (la chaîne de télévision *Russia today* qui émet en arabe, en anglais, en espagnol et demain en français est devenue la chaîne de TV dont les vidéos sont les plus regardées au monde,

dépassant désormais *Euronews*, *CNN*, *la BBC* et *Al Jazeera*⁷). Les Russes semblent donc avoir appris la leçon des échecs de la propagande soviétique. Poutine a soutenu le pluralisme et la liberté des médias également au niveau mondial, en soutenant Assange et en protégeant Snowden. Il a engagé avec la Chine un processus d'affaiblissement du poids du dollar sur l'économie mondiale et de retour progressif vers la valeur or. Il a favorisé l'émergence d'alliances souples de tous les Etats et puissances indépendantes et émergentes, il a empêché l'attaque de la Syrie par les forces de l'OTAN et permis à l'Iran, à la Syrie et, par le fait même indirectement aussi, au Hezbollah et aux résistants palestiniens de se maintenir, ce qui a contribué à affaiblir le poids en Russie du lobby israélien. Au point où l'on peut se demander si désormais, ce n'est pas la diaspora judéo-russe en Israël, aux Etats-Unis et en Allemagne qui n'est pas en train de devenir un lobby d'influence plus pro-russe que pro-sioniste.

Tout en tolérant l'enracinement du Parti communiste de la Fédération de Russie comme seule force d'opposition consistante mais « responsable », il a fait de la Russie le défenseur universel des « valeurs » défendues par les courants traditionalistes au sein des religions chrétienne et musulmane, mais aussi bouddhiste et juive, face au relativisme moral ou aux sectarismes provenant d'Occident ou des monarchies arabes pro-américaines. Tout cela dans le but d'éviter la logique du « choc de civilisations » *made in USA*. Le Kremlin a aussi favorisé la résurgence des tendances visant à revenir vers une politique de non ingérence et de non alignement, avec l'émergence des BRICS, de l'OCS, de l'Iran et du contrepoids sud-américain constitué par les pays membres de l'UNASUR ou de l'ALBA. Contrepoids monétaire également avec la création d'une banque de développement des BRICS concurrente du système FMI/Banque mondiale et le développement des échanges internationaux en monnaies nationales comme le rouble ou le yuan et en lançant le retour vers l'or.

Toutes ces avancées pour la Russie se heurtent toutefois à une situation économique marquée par des faiblesses structurelles qui n'ont pas été dépassées, même si certains observateurs pensent que Moscou pourra profiter des sanctions occidentales pour relancer une production nationale, dans les domaines de l'agriculture et des biens de consommation de base.

La liste de transformations imprévues jusqu'à récemment s'allonge encore. Ce qui explique la haine, où pointe parfois de l'admiration, vouée à Poutine que l'on peut noter dans les cercles dominants aux Etats-Unis et dans les médias occidentaux. Si dans son pays et en Ukraine orientale, les plus radicaux partisans des solutions fortes l'accusent parfois d'avoir « trahi », cette pression le sert aussi dans une certaine mesure car, au moment des négociations, elle permet au gouvernement russe de tenir un type de discours qui était réservé aux Occidentaux à l'époque de la guerre froide : « *Il nous faut tenir compte des pressions de notre opinion publique, qui serait plutôt tentée par plus de fermeté que par le renoncement* ». Car, si l'ouest exclue en finale l'option guerrière contre la Russie, alors il faudra bien admettre que l'équipe de Poutine représente l'élément modéré au sein de l'actuel spectre politique russe, tant les courants « démocrates » pro-occidentaux, qui ont connu leur heure de gloire après 1991, semblent définitivement marginalisés aux yeux de leurs compatriotes. Même à Moscou ils parviennent difficilement à mobiliser un nombre respectable de manifestants, malgré l'existence de plusieurs médias qui chantent toujours leurs louanges. Ce qui n'empêche pas les thuriféraires des médias occidentaux de présenter la Russie comme une dictature.

Une politique volontariste du possible

Il apparaît clairement au regard des tentatives d'organiser des manifestations antigouvernementales et du financement des ONG russes, que à Washington, on souhaiterait un changement de régime à Moscou, voire, comme l'avait déjà esquissé Zbigniew Brzezinski, on caresserait encore le rêve de voir l'Etat russe se disloquer en multiples « principautés » qui n'auraient plus aucune spécificité,

7 < <http://www.lefigaro.fr/medias/2013/11/03/20004-20131103ARTFIG00183-euronews-est-la-deuxieme-chaine-d-info-au-monde-sur-youtube.php> > consulté le 26/01/2015

plus aucune identité, plus aucune souveraineté et qui pourraient dès lors se noyer dans le grand marché mondial protégé par le gendarme d'outre-Atlantique. Il semble aussi clair que le Kremlin ne pourra jamais longtemps tolérer un régime ultra-nationaliste et lié à l'OTAN à Kiev, c'est à dire aux portes de Moscou. On a, dans ce contexte, de la difficulté à comprendre pourquoi si peu de dirigeants à Kiev semblent faire preuve de la lucidité minimum qui seule pourrait leur garantir la pérennité de leur pouvoir. La haine russophobe semble avoir élu domicile dans les allées du pouvoir de Kiev, ce qui, à la rigueur, pourrait se comprendre si l'on admet une vision victimaire de l'histoire ukrainienne, mais ce qui, de toute façon, ne correspond pas à la réalité des rapports de force existant tant à l'est qu'à l'ouest de l'Ukraine. Sans parler du fait que les oligarques ukrainiens savent bien qu'ils n'ont d'avenir dans la situation politique et économique actuelle que tant que l'ensemble des puissances occidentales maintiendront comme une priorité la question ukrainienne qui est de plus en plus coûteuse. C'est donc avant tout à une lutte contre la montre que nous assistons entre Moscou et Washington et celui des deux adversaires qui saura tenir le plus longtemps aura gagné.

Il est clair que si l'Ukraine occupe une position stratégique de première importance pour la Russie, le jeu politique international actuel est planétaire, ce qu'ont compris les dirigeants de Moscou qui savent qu'ils n'ont pas de position de repli et n'ont que deux choix : ou, à l'image de ce qui s'est fait dans les années 1990, devenir un appendice marginalisé et sans doute tôt ou tard morcelé du camp occidental sous l'égide des Etats-Unis, ou bien s'affirmer coûte que coûte en participant à la formation d'un monde multipolaire au sein duquel la Russie constituera un élément irremplaçable. En tout cas, sans vouloir entrer dans les consciences des dirigeants de Washington, c'est ce que l'expérience qui a suivi la dissolution du Pacte de Varsovie puis de l'URSS a appris aux Russes. Il y a donc opposition planétaire frontale entre deux projets incompatibles de construction des nouveaux rapports internationaux. L'avenir de la Russie dépend donc dans une large mesure de sa capacité à participer à la formation de cercles de coopérations internationaux durables, qui ne sont pas incompatibles les uns avec les autres. Le projet de Poutine d'une intégration de la « grande Europe » « de Lisbonne à Vladivostok » n'est pas *a priori* contradictoire avec le rapprochement eurasiatique ni avec l'émergence du BRICS ou de l'OCS. Car rien n'oblige de penser que l'Europe occidentale soit irrémédiablement liée à l'Atlantique nord et doivent renoncer définitivement à ses racines méditerranéennes et à sa géographie qui en fait une péninsule d'une Asie en plein développement, au moment même où le développement technique apporte des opportunités nouvelles en matière de communications transcontinentales rapides.

La destruction et la marginalisation de l'Ukraine orientale et méridionale témoignent du fait que les dirigeants de Kiev se raccrochent aux intérêts des Etats-Unis, ce qui correspond peut-être à leurs intérêts financiers personnels, mais leur pays ne pourra pas rester éternellement un territoire bloquant le rapprochement de l'Europe occidentale, de l'Eurasie et de l'Asie orientale qui correspond à une analyse rationnelle des perspectives d'avenir. La Russie de son côté n'a pas intérêt à voir la sécession de la Novorossiia ou même du Donbass car elle a intérêt à maintenir à terme l'unité de l'Ukraine puisque le poids des régions russophones et la probable déception des régions « pro-européennes » mais « ultra-nationalistes » devant le gouffre économique où se trouve leur pays pourront à l'avenir renforcer le poids du lobby moscovite sur les bords du Dniepr. La Russie a donc tout intérêt à rester formellement hors de l'Ukraine, tout en laissant agir à l'intérieur de ce pays, les forces politiques, économiques et régionales qui ont intérêt à ce qu'un rapprochement eurasiatique ai lieu.

L'impasse de l'ultranationalisme russe

Si l'ultranationalisme ukrainien au pouvoir à Kiev semble sans perspectives à moyen ou long terme, l'ultranationalisme de certains Russes représente en fait un danger pour la Russie elle-même car il la pousse vers un aventurisme irréaliste ne correspondant pas ni ses intérêts ni à ses capacités, ce dont ses dirigeants semblent conscients. Car la Russie n'a pas intérêt à une stratégie de la tension à un moment où l'OTAN reste l'alliance militaire la plus puissante, jouissant par ailleurs encore de réserves financières et intellectuelles considérables. L'affrontement direct de la Russie avec un

nationalisme ukrainien exacerbé serait long et difficile à mener en cas d'intervention russe en Ukraine, alors que la désagrégation intérieure de ce nationalisme ultra mais en position de pouvoir à Kiev semble inéluctable.

D'ailleurs, on a noté que les médias sociaux et de la blogosphère en Russie sont influencés de l'extérieur pour pousser à l'extrémisme nationaliste en Russie. Le journaliste russe Maksym Chevtchenko a réussi à traquer les adresses IP de certains des contributeurs les plus radicalement nationalistes sur l'internet russe (organisations, sites Web, blogs, etc.). Et il s'est avéré que la plupart d'entre eux étaient basés aux États-Unis, au Canada et en Israël. Soutenir les extrémistes russes permet de caricaturer d'une part la Russie et d'essayer de la pousser vers l'aventurisme, dans une situation où les pro-occidentaux y occupent des positions marginales. Il y a beaucoup de gens qui voient clair à travers ce brouillard, que ce soit en Russie⁸ ou à l'étranger⁹.

En finir avec l'oligarchie ?

Le mot oligarque est systématiquement associé au capitalisme post-soviétique, comme si les grands bourgeois occidentaux n'étaient pas eux-aussi des oligarques. Il n'en reste pas moins que vu leur développement récent en Russie comme en Ukraine, ce phénomène a acquis une spécificité d'autant plus forte qu'il a pu proliférer dans un contexte de dégénérescence des pouvoirs publics, chose dont l'actuelle présidence russe a repris au moins partiellement le contrôle, tandis qu'en Ukraine ni l'indépendance ni la « révolution orange » ni « l'euromaïdan » n'ont contribué à discipliner quelque peu cette couche de profiteurs plaçant la plus value tirée des efforts de la nation dans les paradis fiscaux protégés par les puissances occidentales. Ce qui explique sans doute d'ailleurs pourquoi tant d'oligarques ukrainiens qui avaient des intérêts privilégiés avec la Russie et l'Eurasie ont néanmoins dû se soumettre aux injonctions étatsuniennes au moment du coup de force de février 2014.

La reprise en main des oligarques à Moscou est passée de son côté par des répressions exemplaires dont Khodorkovsky fut la victime emblématique, ce qui a amené la plupart des autres oligarques russes à accepter de renoncer à leur domination politique en échange du maintien de leurs privilèges économiques et de leurs entrées dans l'administration. En Ukraine, l'administration du pays reste en revanche largement dominée par des liens opaques avec les oligarques, ce qui soulève d'ailleurs le mécontentement non seulement bien sûr de la population de la « Novorossiia », et ce qui fut une des causes de l'insurrection du Donbass, mais aussi de la part de nombreux ex-manifestants du maïdan. Là encore, c'est un aspect des choses qui joue en défaveur de Kiev et plus largement des puissances de l'OTAN et de l'UE.

On peut supposer que Moscou attend que les oligarques qui ont fait allégeance au nouveau pouvoir pro-occidental de Kiev constatent en finale sa faiblesse et le manque d'appui conséquent qu'il reçoit de la part de ses protecteurs pour opérer une nouvelle volte en direction de Moscou. Des rumeurs circulent tant à Moscou qu'au Donbass sur des conversations discrètes entre oligarques ukrainiens et pouvoirs russes, en particulier on cite le nom de Rinat Akhmetov. Reste à déchiffrer l'énigme d'Igor Kolomoïski, le puissant oligarque juif, religieux qui plus est, et nommé gouverneur de Dniepropetrovsk, connu pour son soutien à la création milices de mercenaires violents et marqués par leur idéologie ouvertement nazie. Ce qui démontre que les choses sont particulièrement troubles sur les bords du Dniepr et n'entrent dans aucune case idéologique en apparence cohérente. D'où la possibilité de nouveaux changements d'orientation brusques à l'avenir. Ce dont les dirigeants occidentaux devraient se méfier.

Tout dépendra en fait du moment où ces oligarques découvriront où le vent souffle et qui sera le patron, Poutine ou les États-Unis. Ce qui dépend en particulier de l'évolution de la guerre économique et de la crise économique mondiale dont il est encore difficile de dire quelle en sera

8 < <http://www.iarex.ru/articles/50896.html> > consulté le 26/01/2015

9 < <http://blogs.rediff.com/mkbhadrakumar/2014/09/24/west-beats-retreat-in-ukraine/> > consulté le 26/01/2015

l'issue. Quoiqu'il en soit, le camp des puissances considérées désormais comme déclinantes et des puissances appelées émergentes ont tous les deux des atouts importants dans leur main.

La principale faiblesse de la Russie n'est ni dans sa population ni dans ses difficultés économiques, elle réside dans les difficultés à reconstruire une idéologie d'Etat visionnaire et cohérente capable de répondre à la fois aux besoins sociaux et économiques du pays et aux désirs de ses habitants de trouver un consensus entre sa nostalgie post-soviétique et des relents de puissances néo-tsaristes cohérentes avec la modernité, mais aussi entre une russité (*russskiy*) plutôt ethnique et slave et une russianité (*rosyjskiy*) plutôt étatiste, multiethnique et multiconfessionnelle. La difficulté réside aussi dans le fait que, contrairement à la masse de la population, les élites russes ont été largement pénétrées dès la fin des années 1980 par les offensives de délégitimation de l'Union soviétique effectuées sous l'influence occidentale puis, plus directement grâce aux financements venus d'outre-atlantique en faveur des « démocrates », des « médias libres », des « ONG », de la « société civile ». Ces agents d'influence acquis au libéralisme « cosmopolite » n'ont pas disparu avec la fin de la présidence Eltsine. Il y a dans les allées du Kremlin et à tous les niveaux de la diplomatie, de l'armée et des régions, un conflit latent entre ceux qui continuent à lorgner vers la « prospérité à l'américaine » avec son clinquant, et ceux qui sont acquis à l'idée que l'avenir de la Russie se trouve en Eurasie, sur l'axe reliant l'Asie orientale et méridionale à l'Europe occidentale. On cite parfois comme symbole des « occidentalistes » le premier ministre Medvedev. Il suffit néanmoins d'observer les médias russes pour comprendre que la lutte entre ces deux lignes se déroule jusqu'au plus haut sommets de l'Etat et divise profondément les élites. Mais à Washington aussi, on constate le conflit latent existant entre les « réalistes » et les « néocons », ceux qui admettent que leur pays doit négocier avec de nouveaux partenaires une lente diminution de son influence et ceux qui veulent s'accrocher à tout prix, un peu comme les Allemands des années trente, à une politique acharnée de puissance sans limite. Entre les deux, on trouve les Etats européens en crise, eux aussi divisés dans leurs perspectives. Les jeux sont donc ouverts et complexes vu le nombre d'acteurs extérieurs et intérieurs.

La Russie fait face à une campagne psychologique, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, en provenance des États-Unis, du Royaume-Uni et d'autres pays. Elle vise en particulier à « personnaliser » le régime autour d'un Poutine qu'on tentera ensuite de diaboliser. Peu importe en finale que cette campagne soit, selon certains, organisée par le biais de manipulations organisées et planifiées ou qu'elle soit plus spontanée en s'appuyant sur les milieux qui ont profité du pillage du pays après 1991 ou qui ont des intérêts particuliers dans les paradis fiscaux sous protection occidentales. Ce sont les résultats qui comptent.

La Russie a aussi intérêt à jouer à l'intérieur même de l'Ukraine tout en la découplant de l'UE et tout en cherchant par ailleurs à provoquer un clivage grandissant entre les puissances européennes et les États-Unis, ce qui nécessite patience et temps, alors que les pressions la visant sont immédiates.

Quelle politique russe ?

Face aux États-Unis et aux puissances européennes de tradition coloniales, la Russie et la Chine, à cause de leur position traditionnellement « périphérique » et encore précaire, ont une tradition de promouvoir la négociation, le droit international, les arbitrages, la temporisation. On se rappelle des politiques soviétiques de désarmement et de sécurité collective mais on oublie en revanche que, avant 1917 déjà, la Russie des tsars joua un rôle essentiel dans la mise en place de la cour internationale de La Haye. Ce qui témoigne d'une continuité liée à la tradition d'un pays en position de faiblesse cherchant donc, par le fait même, à trouver de multiples alliés et à promouvoir la multipolarité. Sans idéaliser le discours et la générosité des dirigeants russes, on ne peut nier que la répétition par le ministre Lavrov du principe : « *Nous voulons faire de nos ennemis des neutres, nous voulons changer les neutres en partenaires, et nous voulons faire en sorte que nos partenaires deviennent des amis* » correspond à une vision dont la Russie ne peut se départir, tant elle est liée à sa position et à l'état de ses forces. Le rôle des diplomates russes, en bon analystes de Sun Tse, n'est

pas de préparer la guerre, mais de gagner les batailles en l'évitant. Cela étant, le renforcement de la puissance militaire russe constitue, vu de Moscou un argument nécessaire dans le rapport de force international. La Russie ne souhaite sans doute pas utiliser la force mais elle affirme qu'elle est prête à l'utiliser en dernier recours. Tout au moins, il faut que ses adversaires en soient persuadés. Ce qu'on a déjà pu observer lorsque les Etats-Unis avaient voulu attaquer la Syrie et qu'ils ont dû reculer à la dernière minute devant la menace d'une réaction militaire russe. Si, pour les Etats-Unis, la diplomatie semble constituer un moyen visant à formuler des menaces et des reculades dans le camp d'en face, pour la Russie, c'est un outil surtout destiné à désamorcer les tensions. D'où la patience russe qui se marie bien aujourd'hui avec la patience chinoise et la finesse persane. On peut considérer que la Russie a rejoint le groupe des plus vieilles civilisations existant sur terre face à un adversaire qui semble déjà vieilli alors même que son comportement semble toujours comparable à celui d'un adolescent assez brusque qui ne saurait pas comment mûrir. On pourrait en revanche s'attendre à un comportement plus responsable de la part des puissances du « vieux continent » expérimentées par l'histoire. D'où l'étonnement de beaucoup d'observateurs internationaux, et en particulier russes et chinois, face aux choix faits actuellement par la France et qui sont à l'opposé de ce qui lui avait permis de reconstruire son autorité internationale après la Seconde Guerre mondiale et la fin des guerres coloniales.

La Russie n'est plus la superpuissance qu'elle était à l'époque soviétique, elle ne peut rien faire seule et, malgré ce terme largement répandu en Occident, elle est encore moins un empire, car elle n'en a pas les moyens. C'est seulement un contrepoids important, additionné à d'autres contrepoids. Mais un contrepoids doté d'atouts majeurs : sa position clef au cœur de l'Eurasie, ses ressources énergétiques, ses réserves minérales, la ténacité de sa population, son potentiel scientifique et technique, ses réserves, ses alliances. La Russie a appris de la déroute de la Russie tsariste et des impasses de l'Union soviétique une certaine modestie et une capacité d'appréciation des réalités, contrairement aux Etats-Unis qui ont été atteints après 1991 par l'ivresse de la victoire, alors mêmes qu'ils n'avaient rien gagné du tout par eux-mêmes mais que cette victoire leur avait été apportée sur un plateau d'argent par les dirigeants de ...Moscou.

Si l'on observe les politiques menées par la Russie depuis quelques années, on peut en conclure que ce pays fera tout pour éviter de tomber dans le piège qui mènerait vers la guerre, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne jouera pas les rapports de force, les moyens de pression, d'abord dans son « étranger proche », aujourd'hui avant tout en Ukraine, mais aussi en ne reculant plus dans les régions plus lointaines où elle a gardé une présence, une influence ou des alliés, afin que ses concurrents s'usent et s'essouffent sur plusieurs « fronts ». Si le temps lui est donné, c'est-à-dire si la conflagration mondiale est évitée grâce à une coalition de bonnes volontés dans laquelle les puissances européennes devraient avoir un rôle à jouer, la Russie pourra occuper un rôle pivot dans la grande Eurasie qui pourrait être un chantier d'avenir entre l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique, entre l'Arctique et les rivages de la Méditerranée et de l'Océan indien. Chose que doivent envisager tous les pays et les peuples européens sans se considérer comme à jamais liés avec un « Occident » qui n'est qu'un concept récent et somme toute peu consistant. Car l'Europe, c'est avant tout la civilisation méditerranéenne, de tout le pourtour de la Méditerranée. Et c'est simultanément la réalité géographique d'une péninsule de l'Eurasie. Réalités que partagent les Européens de l'Ouest avec la Russie, les peuples arabes et les peuples asiatiques